

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 8 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 8 juin 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
61	16	4

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 23/06/121**

**ADOPTION DES STATUTS DE  
LA REGIE METROPOLITAINE  
DE L'EAU AU 1ER JANVIER  
2023**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Amandine LAYEC ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL.

**ABSENTS :**

Mme Basma BOUCHKARA, Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, Mme Valérie RIALLAND.

## **Séance Publique du 8 juin 2023**

**N° D' O R D R E : 23/06/121**

**O B J E T : ADOPTION DES STATUTS DE LA REGIE  
METROPOLITAINE DE L'EAU AU 1ER JANVIER 2023**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2221-1 et suivants, ainsi que R 2221-1 à R 2221-17 et R 2221-63 à R 2221-94,

**VU** la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°17/12/265 du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2017 créant trois budgets annexes pour la gestion de l'eau potable à compter du 1er janvier 2018 suite au transfert de la compétence relative à la production et la distribution de l'eau potable à la future Métropole,

**VU** la délibération n°20/12/313 du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2020 portant création et statuts de la régie de l'eau potable à seule autonomie financière de Six-Fours-Les-Plages,

**VU** la délibération n°22/11/294 du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 portant création d'un budget annexe « Eau » (BC 19614) au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et adoption du principe de dissolution des budgets annexes « DSP Eau », « Eau Six-Fours » et « Eau La Garde » au 31 décembre 2022,

**VU** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 23 mai 2023,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 30 mai 2023,

**VU** la consultation préalable du conseil d'exploitation de la Régie du 25 mai 2023,

**VU** les statuts de la régie ci-joints,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, créée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, a exercé à cette date l'ensemble des compétences prévues à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment la compétence eau potable sur l'ensemble de son territoire,

**CONSIDERANT** qu'à suite à la création d'un budget annexe « Eau » (BC 19614) au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et l'adoption du principe de dissolution des trois budgets annexes Eau Potable au 31 décembre 2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit constituer une Régie conformément à l'article L.1412-1 du CGCT,

**CONSIDERANT** qu'il s'agit de la création d'une régie de l'eau unique, regroupant les périmètres de la régie de Six-fours-Les-Plages et de la régie de La Garde, pour l'ensemble des services d'eau potable gérés en régie,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM a opté pour la constitution d'une Régie Unique dotée de la seule autonomie financière,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'adopter les statuts de la régie métropolitaine de l'Eau,

**CONSIDERANT** que la dotation initiale est constituée par le transfert de l'actif et du passif des trois budgets annexes « DSP Eau », « Eau Six-Fours » et « Eau la Garde » dissouts au 31 décembre 2022 conformément à l'article R.2221-1 du CGCT,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** la création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 de la Régie métropolitaine de l'Eau dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du service public de l'eau.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** les statuts de la Régie de l'eau unique, regroupant les périmètres de la régie de Six-fours-Les-Plages et de la régie de la Garde, joints en annexe à la présente délibération.

### **ARTICLE 3**

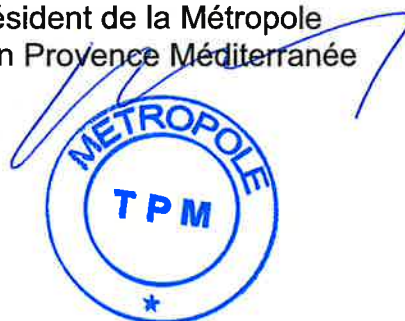
**D'AUTORISER** le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

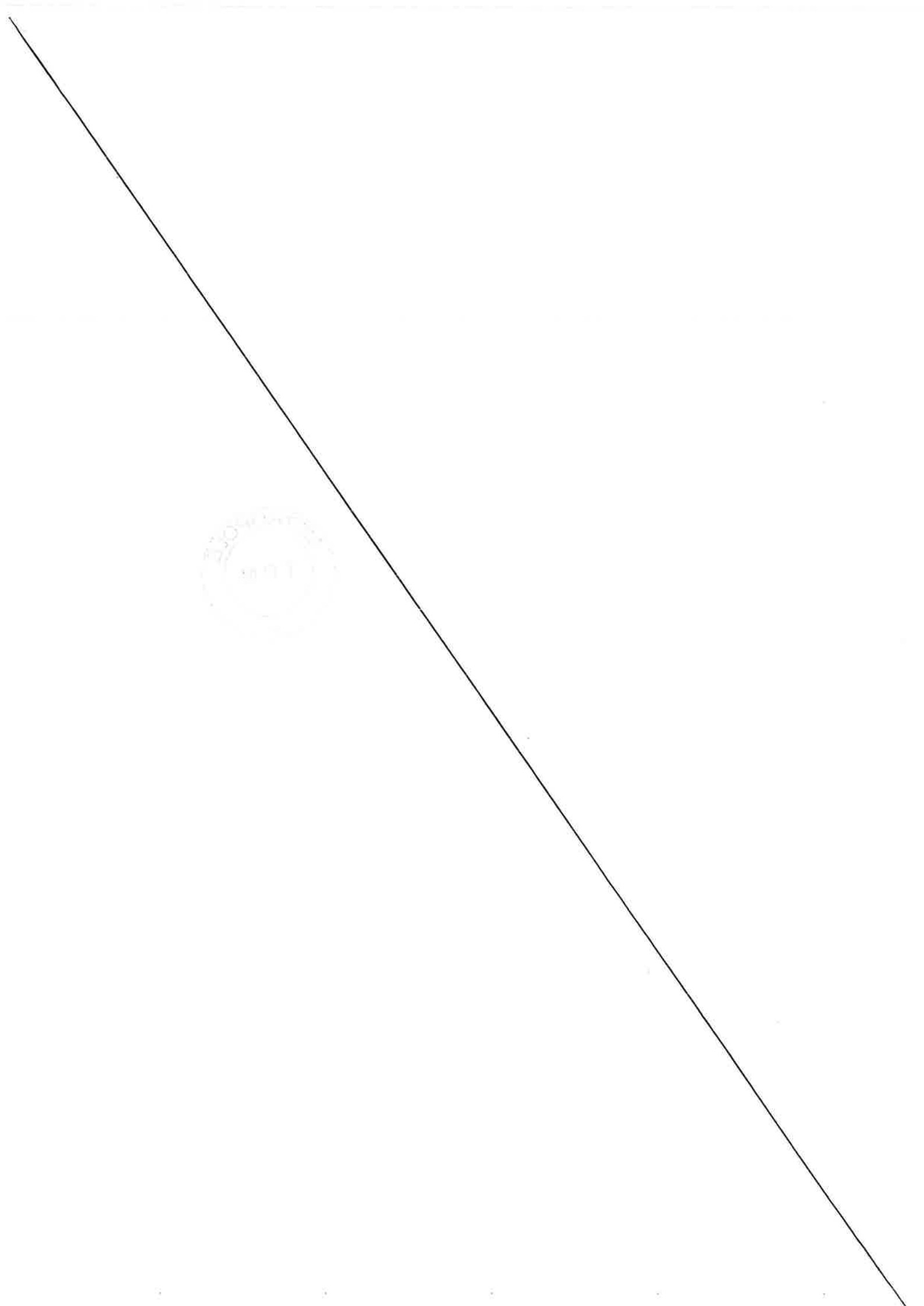


POUR 75

CONTRE 2

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

ABSTENTION 0



## **STATUTS DE LA RÉGIE DE L'EAU POTABLE DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE DOTÉES DE LA SEULE AUTONOMIE FINANCIÈRE**

**Préambule :** Pour faire suite à la fusion des budgets annexes de l'eau, conformément à la délibération n°...., la Métropole crée une régie de l'eau unique, regroupant les périmètres de la régie de Six-fours-Les-Plages et de la régie de La Garde, pour l'ensemble des services d'eau potable gérés en régie.

Le périmètre total sera dès lors désigné sous l'appellation « la Régie ».

### **Article 1. Organisation administrative de la Régie**

La Régie est dotée de la seule autonomie financière pour gérer des services publics industriels et commerciaux, conformément au décret n°2001-184 du 23 février 2001 et aux articles du code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L2221-1 et les suivants, les articles R 2221-1 au R 2221-17 et les articles R 2221-63 à R2221-94.

Les dispositions de ces articles sont complétées par celles des présents statuts.

### **Article 2. Objet et compétences de La régie**

La régie a pour objet d'assurer l'exploitation du service public de l'eau sur les territoires des communes concernées. La Régie est habilitée à exercer l'ensemble des missions nécessaires à l'accomplissement du service public de l'eau.

Cette compétence implique notamment :

- La protection, la préservation de la ressource en eau et la gestion des périmètres de captage,
- la production, l'approvisionnement, les ventes et achats d'eaux, le transport, le stockage, le traitement et la distribution de l'eau,
- l'exploitation, la surveillance, la sécurisation et la maintenance des infrastructures, des réseaux et des ouvrages d'eau,
- les études, la conception, le financement et la réalisation des investissements nécessaires,
- le maintien de la qualité de l'eau, sa surveillance et les traitements complémentaires nécessaires au maintien de cette qualité,
- la gestion clientèle, les facturations et le recouvrement de ces dernières, ainsi que des taxes et des redevances pour le compte de tiers,
- la relation aux usagers : informer et sensibiliser à une utilisation raisonnée de la ressource,
- l'accès à l'eau potable de tous les usagers notamment les plus démunis.

### **Article 3. Le siège de la Régie**

Le siège de la Régie est situé à la Métropole TPM, Immeuble le Vecteur, 107 boulevard Henri Fabre, 83 000 Toulon.

### **Article 4. Dispositions générales**

La Régie est administrée sous l'autorité du Président de la Métropole TPM, par un Conseil d'exploitation et son président ainsi qu'un directeur.

La Métropole assure les missions supports nécessaires au fonctionnement de la Régie.

#### **Article 4.1. Compétences du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est l'ordonnateur de la Régie (article R.2221-63 du CGCT).

Le Président :

- Prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions relatives à la Régie,
- présente au Conseil Métropolitain le budget et les comptes administratif ou financier de la Régie,
- il propose au Conseil métropolitain la nomination du directeur de la Régie.
- recrute et licencie le personnel, de statut public ou privé, pour affectation aux services de la Régie, sur les postes et dans les conditions fixées par le Conseil Métropolitain. La mise à disposition des agents au bénéfice de la Régie sera formalisée par un état nominatif arrêté annuellement par le Président.
- Il peut, sous sa responsabilité ou sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la Régie.

#### **Article 4.2. Compétences du Conseil Métropolitain**

Le Conseil prend toutes les décisions intéressant la Régie, il fixe les dispositions des statuts de la Régie et peut les modifier.

Après avis du Conseil d'Exploitation il :

- Vote le budget Eau et délibère sur les comptes,
- délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice,
- règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel,
- fixe les tarifs, les modalités d'établissement des prix et les taux des redevances dues par les usagers de la Régie établis de manière à assurer l'équilibre financier de la Régie (article L.2224-1, L.2224-2, L.2224-4 du CGCT).
- autorise le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions,

#### **Article 4.3. Le Conseil d'Exploitation**

Le Conseil d'Exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil Métropolitain ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité (article R.2221-64 du CGCT). Le pouvoir du Conseil d'Exploitation est celui qui lui est attribué par les textes (vote du budget, approbation des tarifs, du règlement du service...).



Suite à création d'un budget annexe « Eau » au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et adoption du principe de dissolution des budgets annexes Eau DSP, Régie des Eaux La Garde et Régie des Eaux Six Fours les Plages au 31 décembre 2022, au 01/01/2023, ces trois budgets seront fusionnés dans un budget globalisé Eau métropolitain. Le conseil d'Exploitation ne sera autorisé à émettre un avis que sur les éléments budgétaires intégrés au budget globalisé qui concernent la Régie.

Lorsqu'il n'est pas « décisionnaire », le Conseil d'Exploitation est obligatoirement consulté par l'exécutif « sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie ». De plus, le Conseil d'Exploitation peut procéder à toute mesure d'investigation et de contrôle.

#### **Article 4.3.1. Composition du Conseil d'Exploitation**

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par le Conseil Métropolitain sur proposition de son Président. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes (article R.2221-5 du CGCT).

Les membres du Conseil d'Exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques. La durée de leurs fonctions ne peut excéder celle du mandat Métropolitain. En cas de démission ou pour quelque cause que ce soit, le Président du Conseil d'Exploitation de la Régie saisit sans délai le Président de la Métropole afin que le Conseil Métropolitain procède au remplacement du membre du Conseil d'Exploitation lors de sa plus proche réunion. Le nouveau membre exercera son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil Métropolitain.

Le Conseil d'Exploitation est composé au minimum de trois membres. Les Conseillers Métropolitains doivent détenir la majorité des sièges du Conseil d'Exploitation (article R.2221-6 du CGCT).

La composition du Conseil d'Exploitation est la suivante :

- 4 membres élus au sein des Conseillers élus Métropolitains,
- 1 membre issu de personnes qualifiées représentant les usagers ou choisies en raison des compétences techniques (expérience des affaires ou de l'administration ou de leur profession), leur permettant d'émettre tous avis utiles sur les questions relatives au fonctionnement de la Régie.

Conformément à l'article R.2221-10 du CGCT, les membres du Conseil d'Exploitation ne peuvent percevoir aucune rémunération au titre de cette fonction. Ils ont seulement droit au remboursement des frais réels suivants :

- Frais de déplacement pour participer aux réunions de Conseil d'Exploitation,
- frais engagés par le Président pour assurer la mission de représentation de la Régie, ou par le Vice-président quand il supplée le Président,
- Frais engagés par un membre du Conseil d'Exploitation lorsqu'une mission particulière lui est confiée par ce même conseil.

Les remboursements sont effectués dans les mêmes conditions que ceux des fonctionnaires territoriaux, sur la base des pièces justificatives présentées, qui font l'objet de vérifications.

Les membres du Conseil d'Exploitation ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie,
- occuper une fonction dans ces entreprises,
- assurer une prestation pour ces entreprises,

- prêter leur concours à titre onéreux aux Régies.

En cas d'infraction à ces dispositions, l'intéressé est déchu de son mandat. Il est mis fin aux fonctions de membres du Conseil d'Exploitation dans les mêmes formes que celles ayant présidé à leur désignation.

#### **Article 4.3.2. Présidence du Conseil d'Exploitation**

Le Conseil d'Exploitation élit en son sein, à bulletin secret, lors de la première réunion suivant la désignation des membres du Conseil d'Exploitation, un président et un ou deux vice-présidents. En cas d'absence, le Président du Conseil d'Exploitation est remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le ou les Vice-présidents délégués.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La durée du mandat de Président et de Vice-Président est la même que celle des membres du Conseil d'exploitation.

En cas d'absence, le Président du Conseil d'Exploitation est remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le ou les Vice-présidents délégués.

#### **Article 4.3.3. Fonctionnement du Conseil d'Exploitation**

##### **Article 4.3.3.1. Réunions :**

Le Conseil d'Exploitation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président du Conseil d'Exploitation le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres. Les séances du Conseil d'Exploitation ne sont pas publiques.

En cas d'impossibilité pour un de ses membres d'assister à un Conseil d'Exploitation ou une autre réunion, il peut donner un mandat de représentation à un autre membre du Conseil d'Exploitation. Un même membre du Conseil d'Exploitation ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Les convocations sont adressées par le Président du Conseil d'Exploitation au moins 5 jours francs avant la séance. En cas d'urgence, ce délai peut être aménagé par décision du Président. L'ordre du jour est arrêté par le Président du Conseil d'Exploitation et transmis avec la convocation.

##### **Article 4.3.3.2. Quorum :**

Le conseil d'exploitation ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice, présents ou représentés, assiste à la séance ; il doit être atteint lors de la discussion de toute question soumise au conseil d'exploitation en vue de l'en faire délibérer et statuer. A défaut, une nouvelle réunion doit être tenue dans un délai de trois jours francs. Les délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le quorum doit être vérifié en début de chaque séance. A son entrée dans la salle, chaque membre doit émarger la feuille de présence mise à sa disposition, en son nom et, le cas échéant, au nom du membre dont il a le pouvoir écrit. Ces pouvoirs sont annexés à la feuille de présence.

Si des membres s'abstiennent de voter, leur présence suffit pour qu'ils continuent à compter pour le calcul du quorum.

La décision des membres, présents pendant la discussion, de sortir au moment du vote équivaut à une non-participation au vote. Ce départ n'affecte pas le quorum.

#### **Article 4.3.3.3. Votes :**

Le conseil d'exploitation statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés. Le scrutin a lieu à main levée ou par tout autre moyen à la convenance du Président du Conseil d'exploitation. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

#### **Article 4.3.3.4. Procès-verbaux :**

Le procès-verbal est établi par un secrétaire de séance désigné par le Président du Conseil lors de chaque séance. Il peut s'agir d'une personne qui n'est pas membre du Conseil. Il est expressément approuvé par les membres du Conseil lors de la réunion suivante du dit Conseil.

#### **Article 4.3.3.5. Personnalités extérieures :**

Le Président du Conseil d'exploitation peut inviter toute personne qualifiée en rapport avec l'ordre du jour à assister à la séance.

#### **Article 4.3.4. Attributions du Conseil d'Exploitation :**

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté par le Président de la Métropole sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie ainsi que sur les matières visées à l'article 4.2

Le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente au Président de la Métropole toutes propositions utiles.

#### **Article 4.4. Le Directeur**

Le directeur de la Régie est nommé, par délibération du conseil métropolitain, sur proposition du Président de la Métropole.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de Sénateur, Député, représentant au Parlement Européen, Conseiller régional, Conseiller départemental ou Conseiller municipal dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités ainsi qu'avec celui de membre du Conseil d'Exploitation de des R (article R.2221-11 du CGCT).

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec les Régies, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infractions à ces interdictions, le Directeur est démis de ces fonctions soit par le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit par le Préfet et est immédiatement remplacé.

Sous l'autorité du Président de la Métropole, le Directeur assure les fonctions suivantes :

- Il gère les aspects techniques et administratifs de la Régie,
- Il prépare les budgets, suit l'évolution des indicateurs de performances et analyse la qualité du service produit,
- Il a autorité sur les agents affectés à son service,
- Il rend compte régulièrement de ses actions au Conseil d'Exploitation, de la passation des contrats ainsi que des engagements, nominations, révocations ou licenciements,

- Il procède, sous l'autorité du Président de la métropole Toulon Provence Méditerranée aux ventes et aux achats courants,
- Il peut se faire assister par un assistant maître d'ouvrage,
- Il est remplacé en cas d'absence ou d'empêchement par un agent de la Régie, désigné par le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée après avis du Conseil d'Exploitation.

Le Directeur peut, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, recevoir en toutes matières intéressant le fonctionnement de la Régie, délégation de signature de celui-ci.

Il établit chaque année un rapport d'activité sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable qui devra inclure, au minimum, toutes les informations définies par le décret n°95-635 du 6 mai 1995.

Le rapport d'activité est présenté pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la métropole Toulon Provence Méditerranée (article L.1413-1 du CGCT) et au Conseil d'Exploitation.

La rémunération des Directeurs est fixée par le Conseil Métropolitain, sur la proposition de son Président, après avis du Conseil d'Exploitation, article R2221-73 du CGCT.

#### **Article 4.5. Le comptable de la Régie**

Les fonctions de comptable de la Régie sont assumées par le comptable public de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### **Article 5. Dispositions financières de la Régie**

Les produits de la Régie dotées de la seule autonomie financière, y compris les taxes et les charges, font l'objet d'un budget annexe au budget de la Métropole conformément au plan comptable M49 applicable aux services publics d'eau.

Suite à création d'un budget annexe « Eau » au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et adoption du principe de dissolution des budgets annexes Eau DSP, Régie des Eaux La Garde et Régie des Eaux six Fours les Plages au 31 décembre 2022 Au 01/01/2023, les budgets de la Régie Eau de Six fours Les Plages et La Garde seront fusionnés dans un budget globalisé Eau Métropolitain

La gestion financière de la Régie est tenue par le service financier de la Métropole conformément aux instructions administratives en vigueur. À la fin de chaque exercice, il établit les comptes retraçant l'ensemble des réalisations en recettes et en dépenses des sections de fonctionnement et d'investissement de la Régie.

Le Président de la Métropole est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

##### **Article 5.1. Les budgets**

Le budget est préparé par le Directeur de la Régie.

Le budget de la Régie est intégré au sein du budget Eau Métropolitain fusionné à compter du 01/01/2023.

Le Président de la Métropole présente au conseil métropolitain le budget et les comptes de la Régie, intégrés au sein du budget Eau Métropolitain. Le conseil métropolitain, après avis du conseil d'exploitation, vote le budget de la Régie intégré au budget Eau Métropolitain et délibère sur les comptes. Il délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.

En fin d'exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion du Budget eau Métropolitain. Le Président de la Métropole soumet les comptes au conseil d'exploitation qui ne sera autorisé à émettre un avis que sur les éléments budgétaires intégrés au budget globalisé qui concernent la Régie. Puis ces documents sont présentés au conseil métropolitain dans les délais réglementaires.

Les fonds de la Régie sont déposés au Trésor.

Lorsque le fonctionnement de la Régie nécessite l'affectation d'immeubles appartenant à la Métropole, le loyer de ces immeubles, fixés par le Conseil Métropolitain suivant leur valeur locative réelle, est portée en dépenses au budget Eau fusionné selon les dispositifs analytiques appliqués et en recettes au budget principal de la Métropole.

Le montant des rémunérations du personnel Métropolitain mise à la disposition de la Régie est remboursé à la Métropole. Il est porté en dépenses au budget Eau Métropolitain et en recettes au budget principal de la Métropole.

#### **Article 5.2. Compte de gestion et clôture d'exercice**

A la fin de chaque exercice, Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée vise le compte de gestion. Il le soumet au Conseil d'Exploitation qui ne pourra émettre un avis que sur les éléments budgétaires intégrés au budget globalisé qui concernent la Régie et le présente au Conseil Métropolitain qui délibère sur l'affectation du résultat dans le respect des règles fixées par l'article R. 2221-92 du CGCT.

#### **Article 5.3. Régie de recettes et Régie d'avance**

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut, après avis du Conseil d'Exploitation et sur avis conforme du comptable public de la Métropole, créer des régies de recettes et des régies d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du CGCT.

### **Article 6. Dispositions liées à la fin de la Régie – Cessation d'activité**

L'exploitation de la Régie prend fin en vertu d'une délibération du Conseil Métropolitain. Cette délibération détermine la date à laquelle prend fin les opérations de la Régie (article R.2221-16 et 17 du CGCT).

Les comptes sont arrêtés à cette date. Le Président de la Métropole est chargé de procéder à la liquidation de la Régie. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable public. Cette comptabilité est annexée à celle de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris au budget de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **Article 7. Entrée en vigueur – révision et modification**

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation en Conseil Métropolitain.

Le conseil métropolitain pourra apporter aux présents statuts toute modification ou révision après consultation préalable du conseil d'exploitation de la Régie.

**Article 8. : Règlement intérieur :**

Le Conseil d'exploitation adoptera son règlement intérieur dans les six mois de son installation.